

ITALIE

ITALIE

Population : 57,5 millions
Nombre de syndiqués : plus de 12 millions
Taux de syndicalisation : 37 %

En une dizaine d'années, le taux de syndicalisation a beaucoup moins diminué que dans la plupart des pays européens : il est en effet passé de 49 % en 1978, à 37 % en 2003.

Si l'on prend également en compte les syndiqués retraités, le nombre total de syndiqués a même augmenté de 7 % entre 1993 et 2003.

LES TROIS GRANDES CONFEDERATIONS

Dans un pays comptant au total plus de 12 millions de syndiqués, les trois grandes confédérations affirment avoir ensemble 11,6 millions d'adhérents dont 5,9 millions de retraités (chiffres 2003) :

La plus importante confédération est la **CGIL** avec 5,516 millions de membres, mais dont seulement 2,505 sont en activité,

La seconde est la **CISL** avec 4,183 millions de membres, dont 1,993 million ont un emploi,

La troisième est l'**UIL** avec 1,869 millions de membres, dont 1,147 million de salariés. Aux élections de représentants du personnel, les trois grandes confédérations ont obtenu ensemble près de 95 % des suffrages : 50 % pour la CGIL, 29 % pour la CISL, et 16 % pour l'UIL.

Dans la Fonction publique, les trois grandes confédérations ne totalisent que 67 % des suffrages : 30 % pour la CGIL, 27 % pour la CSIL et 17 % pour l'UIL. Les organisations autonomes font pour leur part un score de 20 %.

Autrefois, ces confédérations avaient des affiliations politiques assez claires :

- la **CGIL** a été historiquement liée au Parti communiste, même si on y trouvait également des militants socialistes,
- la **CISL** avait été créée par des syndicalistes catholiques qui étaient également actifs au sein du Parti démocrate-chrétien,
- l'**UIL**, parfois comparée à la confédération française FO, était proche du Parti socialiste.

Mais le changement de la structuration de la vie politique (aucun de ces partis ne continue à exister dans sa forme antérieure) ainsi que l'évolution interne des confédérations font que cette classification n'est plus appropriée.

La droite de l'ex-PC et une partie de l'ex-PS ont aujourd'hui fusionné sous le nom de DS (Démocrates de gauche) qui bascule entre l'orientation du socialiste allemand Schröder et celle du travailliste britannique Tony Blair. De son côté, la gauche de l'ex-PC a fondé Rifondazione Comunista (PRC) avec des militants d'extrême-gauche .

Quant à l'ancienne démocratie-chrétienne, elle est aujourd'hui divisée entre centre-gauche et centre-droit.

ITALIE



La politique globale de la CGIL est comparable à celle du DGB allemand. Mais il existe en son sein des courants nettement plus à gauche, comme la Fédération de la métallurgie (FIOM) qui a joué un rôle important dans la réussite du Forum Social Européen de Florence en 2002.

La tendance de gauche, «Cambiare rotta», pèse pour 20 % au sein de la CGIL. Elle a des effectifs supérieurs à l'ensemble des CoBas. Un certain nombre des militants de «Cambiare rotta» sont par ailleurs membres du PRC (Rifondazione Comunista).

Ces dernières années, les relations entre les trois principales confédérations ont considérablement évolué. Des périodes d'étroite coopération ont été suivies par des périodes d'hostilité. Le projet d'unification organisationnelle, qui était clairement visé dans les années 1970, semble moins probable aujourd'hui.

Il est clair que la CGIL a été plus combative face au gouvernement de droite de Berlusconi que les deux autres, bien qu'à certains moments les trois confédérations ont eu des positions communes.

Les trois confédérations combinent une double structuration : par branche d'industrie et au niveau territorial. La CGIL est la plus importante dans l'industrie manufacturière, tandis que la CISL et l'UIL sont principalement présentes dans les services publics (bien que dans ce secteur également, la CGIL ait une implantation comparable à celle de la CISL).

Les différentes structures des trois grandes confédérations disposent d'une assez grande liberté d'action.

LE SYNDICALISME « AUTONOME »

Il regrouperait au total environ un million d'adhérents, même s'il en revendique plus de 6 fois plus.

- la CISAL dit avoir 1,7 million de membres appartenant à des «syndicats autonomes», particulièrement dans le secteur public et le secteur financier,
- la CONFSAL est un autre regroupement de syndicats autonomes,
- on trouve des syndicats n'appartenant à aucune confédération dans des secteurs particuliers ou des métiers spécifiques, par exemple FABl dans les banques,
- il existe également des syndicats de cadres comme CIDA et Unionquadri,
- quant à l'UGL, appelée auparavant la CISNAL, c'est une confédération historiquement liée aux néo-fascistes du MSI et aujourd'hui proche du parti de droite Alleanza Nazionale, elle revendique 2 millions d'adhérents.

LA GALAXIE DU SYNDICALISME « DE BASE »

On trouve sous la dénomination de CoBas (Comités de base), des organisations nombreuses et divisées. Elles sont issues de luttes sectorielles à la fin des années 80, ainsi que de ruptures au sein de la CGIL dans les années 90 lorsque cette confédération avait accepté la fin de l'échelle mobile des salaires. On trouve des militants de Rifondazione (PRC) dans les différents Cobas, mais plus particulièrement dans la direction des « SinCobas ».

ITALIE



SinCobas

Le «Syndicat intercatégoriel des comités de base» ou «SinCobas», <http://www.sincobas.it> était au départ principalement implanté dans le secteur privé et notamment à Fiat. Aujourd'hui, la moitié de ses 10 000 adhérents appartiennent à la Fonction publique et aux secteurs précaires qui constituent le référent italien des Marches européennes.

Sud Ptt et Solidaires ont été invités à tous les congrès des SinCobas.

Confédération CoBas

La Confédération [Cobas http://www.cobas.it](http://www.cobas.it) est probablement le groupe le plus important sur le plan militant : son cortège lors du FSE de Florence en 2002 était quatre fois plus important que celui des SinCobas ou de la CUB. C'est une organisation politico-syndicale d'environ 8 000 personnes dont une partie refuse tout travail syndical. Deux tiers de ses membres sont issus de l'ancienne "Autonomia Operaia" ou des "Centres sociaux" et sont très hostiles au PRC.

La Confédération Cobas a 85% de ses adhérents dans le secteur de l'éducation. La Confédération Cobas est également présente à la poste <http://www.poste.cobas.it> et dans les télécoms <http://www.cobas.it/tlc>

UniCobas

Il s'agit d'une très petite organisation, surtout présente dans l'Education, et est très hostile aux partis politiques.

CUB

La Confederazione Unitaria di Base <http://www.cub.it> a été créée en 1992. Elle affirme avoir 200 000 membres, mais en aurait seulement 40 000 d'après d'autres sources. La CUB affirme être présente dans la plupart des secteurs professionnels.

Une fédération de la CUB, celle des metallos de FLMUniti, est en partie issue d'une scission de la CISL dans les années 90.

La CUB a fusionné avec le RdB (représentation syndicale de base) qui avait gagné la représentativité dans la Fonction publique, et a depuis longtemps des contacts avec Solidaires.

Proclamant la nécessité d'une indépendance totale envers le patronat, le gouvernement et les partis politiques, la CUB accuse les organisations traditionnelles de se comporter en courroies de transmissions des partis politiques.

En retour, la direction du RdB est souvent accusée d'avoir une attitude sectaire : il lui est par exemple arrivé d'appeler à faire grève à dates différentes de celles retenues par les autres organisations. Il lui est également reproché d'avoir des pratiques autoritaires, de se réclamer de la Corée du Nord et d'avoir soutenu Milosevic.

L'exemple des télécoms donne une idée de la situation

La CUB affirme avoir un millier d'adhérents chez les opérateurs télécoms, essentiellement à Telecom Italia. Lors des élections professionnelles de mai 2002 à Telecom Italia, FLMUniti-CUB <http://www.cub.it/flmuniti-tlc> s'est alliée à la confédération CoBas et à un syndicat non confédéré, le Snater. Sur le plan national, cette liste est arrivée à la quatrième place avec 13,45% des suffrages et 5 022 voix. Les trois confédérations traditionnelles obtenant respectivement 34,88% pour la CGIL, 22,50% pour la CISL et 20,03% pour l'UIL.

Ce résultat global comporte de grandes disparités régionales. En Toscane, la liste CUBCoBas-Snater vient en troisième position avec seulement 8,81% des voix. Par

ITALIE

E
P
O
R
U
E

contre, la liste CUB-Cobas-Snater est à la première place dans les régions de Friuli (31,85 %) et de Marche (41,82 %), et numéro deux dans celles de Rome (22,15 %) et Emilie-Romagne (23,22 %).

La CUB a également présenté des listes dans certaines unités de TIM, la filiale mobile de Télécom Italia :

- En Toscane, son score a été de 34,3%, ce qui en fait la première organisation syndicale devant la CISL (28,5%), la CGIL (21%) et l'UIL (16,2%).
- A Bologne, la liste CUB-Snater est également en tête avec 34,7%.
- En Lombardie, la liste CUB-Snater est arrivée en troisième position avec 21,12% des voix.

BIBLIOGRAPHIE :

Labour research department : «Worker représentation in Europe» (mai 2004) www.lrd.org.uk

IGAS : «Le financement des syndicats, étude d'administration comparée, le cas de l'Italie» (octobre 2004)

www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/044000589/index.shtml

SUD-PTT : «Quelques éléments sur des rencontres lors du FSE de Florence» (novembre 2002)

IRES : Nombreux articles en ligne sur www.ires-fr.org/files/ires/IRES.htm